



## **Déclaration liminaire** **CSA-SD du 11 juillet 2024**

**Aujourd'hui la question est la suivante : qui du système ou de ses personnels s'effondrera en premier ?**

**Hausse des incidents avec les élèves et avec les familles, crise des recrutements, difficultés structurelles dans la gestion de classe, sécurisation des bâtiments et des personnels non assurés sont des signaux des plus alarmants. L'enquête « bien-être » aux résultats catastrophiques n'est qu'un élément de plus, les indicateurs sont clairs depuis un moment maintenant et soulignent tous la même chose : l'implosion est proche. La crise est aujourd'hui structurelle. Et de quoi se préoccupe-t-on au ministère ? De labelliser les manuels scolaires, de multiplier les évaluations nationales, de changer (encore) les programmes et la place du concours. L'essentiel n'est plus assuré ? Vite, vite, occupons-nous de l'accessoire !**

**Au milieu de cette politique à courte vue, le SNALC tient à mettre l'accent sur un dossier : celui de l'école inclusive. Nous serions au plus près des besoins éducatifs particuliers de l'enfant. Nous aurions des professionnels issus du médico-social sous la main pour intervenir directement dans nos classes et nos écoles, pour faire, par exemple, des séances d'ergothérapie dans une salle...qui n'existe pas. La réalité est tout autre et elle n'est pas conciliante. C'est celle d'une inclusion au rabais. Pas question de restaurer les RASED que les précédentes politiques ont démolis ; pas question non plus d'augmenter l'accompagnement humain. Au point mort lui aussi. Il faut dire qu'une petite musique se fredonne au ministère: celle de la «surcompensation». En effet le travail conjoint de l'AESH et de l'enseignant ferait obstacle à l'autonomie de l'enfant. Cette politique d'accuser celles et ceux qui maintiennent l'embarcation à flot d'être responsables du naufrage est l'illustration de tout ce qui se passe à l'Éducation nationale : affichage de bons sentiments, restrictions budgétaires, maltraitance et culpabilisation.**

**Les derniers développements en matière de politique intérieure ne favorisent ni l'apaisement ni une grande sérénité en l'avenir : continuer à avancer sans cap défini est certes le propre du fonctionnaire d'État mais comme toute chose il a sa limite et elle se rapproche dangereusement.**

